



VIGILANCE & ACTION

*"Il n'y a qu'une fatalité, celle des peuples qui n'ont plus assez de forces pour se tenir debout et qui se couchent pour mourir".
"Le destin d'une nation se gagne chaque jour contre les causes internes et externes de destruction".*

Bulletin mensuel de liaison du MOUVEMENT INITIATIVE ET LIBERTÉ (M.I.L.)

N° 157 JUIN 2002 - 4 €

ISSN 0989-3237

Contre la cohabitation, une majorité pour agir

par Jacques ROUGEOT, professeur à la Sorbonne

L'entreprise de libération est en marche. Il s'agit, évidemment, de libérer la France du poids écrasant du socialisme. Il était grand temps, car les signes d'étouffement se multipliaient de

plus en plus et la pente du déclin était largement amorcée.

Mais nous ne sommes qu'à la moitié du chemin. L'objectif est en vue, et c'est précisément maintenant que nous ne devons

surtout pas nous laisser aller à la tentation euphorisante de relâcher notre effort ou de baisser notre garde. C'est dans la dernière ligne droite que la victoire se gagne ou se perd.

L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE : UNE PREMIÈRE VICTOIRE

Les porte-parole de la gauche, d'abord abasourdis par le résultat de l'élection présidentielle, ont bien vite redressé la tête et remis en route la mécanique bien huilée de la déformation des faits. Vous croyez, bonnes gens, que le vainqueur de l'élection présidentielle s'appelle Jacques Chirac et que le grand vaincu est un certain Lionel Jospin (souvenez-vous : c'est cet homme blafard qui a été premier ministre pendant cinq ans et qui daubait sur la décrépitude physique de son adversaire) ? Eh ! bien, vous commettez une grossière erreur. Le vainqueur, on ne sait pas très bien qui c'est, mais en tout cas, ce n'est pas Jacques

Chirac, réduit à l'état d'ectoplasme ou d'être virtuel, simple réceptacle passif des suffrages qui n'ont pas voulu se porter sur Le Pen. Quant à la gauche, mal récompensée de ses mérites par un peuple ingrat, elle demeure plus que jamais la référence du bien et continue imperturbablement à donner des leçons au monde entier.

Bien entendu, ces interprétations tordues ne réussissent pas à donner le change et à dissimuler les énormes ficelles de la tactique socialiste qui tend à dépouiller Jacques Chirac de sa légitimité de président à part entière. En fait, si

la gauche a été éliminée, ce n'est pas par un tremblement de terre, mais par la volonté du peuple souverain. Quant à Jacques Chirac, au premier comme au second tour, il a clairement affiché la couleur, toujours la même, il a exposé un programme et même pris des engagements. Si donc il est moralement tenu, c'est à faire ce qu'il a dit et, plus généralement, à agir pour le bien de la France et non à tenir compte des arrière-pensées filandreuses de ceux qui l'ont embrassé furtivement dans l'espoir de l'étouffer définitivement.

UN GOUVERNEMENT QUI AGIT

On prouve le mouvement en marchant. En politique, on prouve sa sincérité et sa détermination en

agissant. C'est ce que fait le gouvernement nommé par Jacques Chirac. Sous la conduite de Jean-

Pierre Raffarin, il s'est immédiatement mis au travail. La lutte contre l'insécurité avait été

présentée pendant toute la campagne comme l'action la plus urgente à mener. Sous l'impulsion de Nicolas Sarkozy, elle a pris un départ immédiat, non seulement grâce à la coordination et à la meilleure utilisation des forces de l'ordre, mais également, ce qui n'est pas moins important, par l'implication totale du ministre, du gouvernement et du président : une volonté politique affirmée avec éclat est une condition indispensable pour que tous les rouages de l'Etat soient au service de la nation.

Dans tous les ministères, l'action est à l'ordre du jour. Les mesures qui peuvent être prises par décret le sont, celles qui nécessitent le vote du parlement sont préparées de façon qu'elles soient opérationnelles dès que la

nouvelle assemblée pourra se réunir.

Incontestablement, un souffle nouveau est en train de passer sur la vie politique française. La langue de bois est en recul. Le politiquement correct perd du terrain. Des Français de plus en plus nombreux s'aperçoivent que le roi est nu, c'est-à-dire que le socialisme est une doctrine étouffante qui porte en elle le déclin et que les médias de gauche n'ont aucune qualité pour s'ériger en juges souverains du bien et du mal.

C'est si vrai que les socialistes sont pratiquement obligés de replier et de mettre dans leur poche leur drapeau délavé. C'est ainsi que la question de l'insécurité fait cruellement ressortir leur

désarroi intellectuel. Après avoir reproché aux médias de donner trop de place au phénomène (ce qui est un comble !), après avoir accusé la droite de jouer sur les réflexes sécuritaires, les voilà maintenant qui se présentent comme les précurseurs méconnus, et odieusement plagiés, d'une attitude de fermeté. Ils allaient prendre des mesures, promis, juré ! Malheureusement, l'élection présidentielle a brisé leur bel élan. Même rigueur pour l'enseignement. Laurent Fabius, qui se place pour 2007, se découvre soudain un intérêt puissant pour la question et chante, avec une ardeur de néophyte, les vertus de la discipline et de l'autorité.

LES MALÉFICES DE LA COHABITATION

Il y a quelques mois encore, c'était un véritable dogme parmi les commentateurs politiques : les Français aimaient la cohabitation. Qui se hasarderait aujourd'hui à émettre une affirmation aussi péremptoire ? En fait, il apparaît avec évidence que la cohabitation est un système pernicieux qui rend le pouvoir exécutif boiteux, qui affaiblit l'action de la France dans le monde et qui brouille son image à l'étranger. Les circonstances font qu'on doit parfois s'y résigner comme à un mal inévitable mais, après neuf années de ce régime en seize ans, nous sommes largement en état de surdose, au bord de la dose mortelle. La mécanique constitutionnelle, qui a fonctionné cahin-caha jusqu'à présent, serait dé-

sormais en situation de blocage, puis d'explosion, et la France serait soumise, pour longtemps peut-être, aux convulsions d'une crise de régime.

Imaginons, en effet, que la gauche l'emporte aux élections législatives. Tous les scénarios qui pourraient en découler seraient catastrophiques pour la France. Ou bien la gauche gouvernerait pendant les cinq prochaines années comme elle l'a fait au cours des cinq dernières : ce serait l'accélération du déclin, aussi bien en matière économique, avec le vote de lois aussi pernicieuses que l'instauration des trente-cinq heures, que dans le domaine de l'insécurité, de la justice ou de ce qu'on appelle les questions de société. Ou bien le

gouvernement de la gauche en morceaux ressemblerait à un panier de crabes dans lequel tous les partis, courants et autres tendances rivaliseraient de surenchères démagogiques pour tenter d'exister aux dépens de leurs « camarades » rivaux. Ou bien, au bout d'un temps plus ou moins long, il faudrait en venir à une dissolution ou à la remise en jeu du mandat du président de la République : on entrerait alors dans un marathon électoral à l'issue incertaine, au cours duquel la France irait à vau-l'eau. Ce serait donc faire preuve d'une très coupable irresponsabilité que de prendre le risque d'une nouvelle cohabitation.

DONNER UNE MAJORITÉ À JACQUES CHIRAC...

Epargner à la France une rechute dans les marécages de la cohabitation est déjà une très bonne raison d'envoyer à l'Assemblée nationale une majorité parlementaire qui soit cohérente avec la majorité présiden-

tielle. Mais cette raison en quelque sorte mécanique, qui vise à assurer l'efficacité dans l'exercice du pouvoir, n'est pas la seule. L'essentiel est de savoir quelle politique mènera, sous l'autorité du président de la Ré-

publique, le gouvernement issu de cette majorité.

A vrai dire, ce qui risque d'entraîner dans l'abstention ou dans un vote de dépit un certain nombre de Français de droite, ce ne sont pas les grands axes défi-

nis par le Président et approuvés par ses partisans, c'est un scepticisme qui s'est développé et renforcé au cours des années. Beaucoup estiment qu'à maintes reprises, la droite au pouvoir n'a pas fait ce qu'elle avait annoncé et ce pour quoi elle avait été élue. Même si ce sentiment est souvent formulé avec quelque exagération polémique, il n'est assurément pas dépourvu de fondement et il est en tout cas largement répandu. Pourquoi, demandent ces sceptiques, en irait-il différemment cette fois-ci ? Quelles bonnes raisons avons-nous de penser que ce qui est annoncé aujourd'hui sera tenu demain ? On peut leur répondre que ces bonnes raisons existent et on peut en citer au moins trois.

La première tient aux changements qui s'opèrent sous nos yeux dans les courants de pensée dominants. Jusqu'à présent, et depuis plusieurs décennies, la gauche a exercé un véritable terrorisme idéologique auquel la

droite, trop souvent, n'a pas osé se soustraire, ce qui l'a conduite à ne pas agir ou même à agir contre ses propres convictions. Ce n'est pas très glorieux, mais c'est ainsi. Or, le vent est en train de tourner, à la fois sous la pression des faits et grâce à l'arrivée de nouvelles générations. Il ne fait pas de doute que ces changements fourniront des conditions beaucoup plus favorables pour permettre à un gouvernement de droite d'appliquer sa politique.

La deuxième raison tient à la personnalité et à la situation nouvelle de Jacques Chirac. Etant arrivé au sommet de son autorité politique et de son expérience d'homme d'Etat, il jouira, s'il obtient une majorité parlementaire, d'une capacité d'initiative et d'action qu'il n'a jamais connue. Il sait que, dans ces conditions, il disposera de cinq ans pleins, et de cinq ans seulement, pour réaliser son ambition la plus haute : laisser sa marque dans l'histoire de la

France. Ceux mêmes qui l'ont sous-estimé s'apercevront vite qu'il n'est pas homme à laisser passer cette occasion.

La troisième raison, enfin, saute aux yeux de tous les observateurs. C'est que la réalisation des engagements pris pendant la campagne présidentielle est d'ores et déjà en cours dans l'action du gouvernement de Jean-Pierre Raffarin. La détermination présente sert de garant pour l'avenir.

Il faudrait donc, au moins de la part des électeurs de droite, une bonne dose d'aveuglement, d'irresponsabilité ou de rancœur recuite pour livrer de nouveau la France à la gauche en refusant de donner au président de la République la majorité dont il a besoin pour conduire son action.

L'objectif étant clair, il faut mettre en œuvre avec rigueur les moyens nécessaires pour l'atteindre.

... EN VOTANT POUR L'UNION POUR LA MAJORITÉ PRÉSIDENTIELLE (UMP)

Il faut d'abord que les électeurs de droite se défient d'un optimisme complaisamment répandu qui ne peut avoir d'autre effet que de les inciter à baisser leur garde. Une certaine démobilisation se fait déjà sentir dans leurs rangs, tandis qu'à gauche, après le coup de massue de l'élection présidentielle, le désir de revanche revient en force. Dans les batailles électorales, les dernières semaines, et même les derniers jours, sont déterminants. L'histoire des élections est pleine de combats considérés comme gagnés d'avance et finalement perdus. La mobilisation est donc la première condition de la victoire.

Dans la pratique, pour atteindre le résultat souhaité, une stricte discipline de vote est absolument nécessaire. Cela signifie que, partout où sont présents

des candidats investis par l'Union pour la majorité présidentielle (UMP), c'est pour eux qu'il faut voter dès le premier tour. Dans les quelques circonscriptions où aucun candidat UMP n'est présent, les suffrages de la droite doivent se détourner des candidats dissidents qui favorisent la dispersion des voix et se porter sur ceux qui déclarent ouvertement leur soutien à Jacques Chirac et qui sont susceptibles de réaliser une large union.

Certains électeurs de droite seront tentés de s'affranchir de cette règle parce qu'ils ont le sentiment qu'ils se trouvent localement dans une situation très particulière. Cette attitude est dangereuse et irresponsable. Ce qui compte, ce n'est pas de donner des bons points à des candidats sympathiques, c'est la majorité globale dans la future As-

semblée. C'est elle qui déterminera la politique de la France. Dans un scrutin national, aucune considération particulière locale ne saurait prévaloir contre l'intérêt général.

Si une discipline stricte est à ce point nécessaire, c'est qu'elle est le seul moyen d'échapper à deux graves dangers. D'une part, le risque de faire éliminer du deuxième tour un candidat d'union. Risque parfaitement vraisemblable : la règle impitoyable interdit d'être présent au deuxième tour à tout candidat n'ayant pas obtenu au moins 12,5% des inscrits, c'est-à-dire, compte tenu des abstentions, de 18 à 20% (voire davantage) des suffrages exprimés. Toute division des voix de la droite présidentielle au premier tour peut avoir des effets dévastateurs. Autre risque : celui des

triangulaires au deuxième tour. Avec un candidat de gauche, un candidat de la majorité présidentielle et un candidat du Front national, à la majorité relative, la gauche a toutes chances de l'emporter. Ce sont précisément les triangulaires qui ont donné la majorité à la gauche en 1997. On le voit, un vote pour le Front national aux législatives est beaucoup plus dangereux qu'un vote pour Jean-Marie Le Pen à

l'élection présidentielle. Que ceux qui ont voulu voter le plus à droite possible le 5 mai se rendent compte que, en reproduisant le même vote au mois de juin, ils favoriseraient le retour de cette situation absurde et désolante : une France de droite gouvernée à gauche.

La gauche en est réduite à lancer des manœuvres de diversion qui ne sont que des tentatives

désespérées pour essayer d'échapper à la sanction politique qu'elle mérite. En vérité, les termes du choix sont simples. Donner une majorité à la gauche, c'est retomber dans la cohabitation et se résigner au marasme et au déclin. Pour fournir à la France les moyens de s'engager dans la voie du redressement, il faut donner à Jacques Chirac une majorité large, solide et cohérente.

VIGILANCE & ACTION est édité par le M.I.L. Imprimerie spéciale - Dépôt légal à parution - Commission paritaire 11181

Directeur de la publication : **R. BÉTEILLE** Co-directeur de la publication : **G. FLICOURT**

Demande d'adhésion

Bon de commande

Nom Prénom.....
 Adresse
 Code postal Ville
 Téléphone Portable Télécopie Courriel@.....
 Date et lieu de naissance Souhaitez-vous être adhérent , adhérent actif ou militant ?
 Profession

Affiches disponible :



0 x =

1

10 x =

(Nous vous fournirons en fonction de nos stocks disponibles.) (commandes uniquement par courrier ou par télécopie, [pas de commandes par téléphone](#))

Participation aux frais d'édition et d'expédition du matériel de propagande: à partir de 15 € (facultatif mais souhaité)

désire recevoir une documentation sur le M.I.L.

désire soutenir financièrement les campagnes du MIL et verse :

100 € ou plus 50 € 30 € 20 €

souhaite adhérer (ou renouveler) mon adhésion au M.I.L. pour l'année :

Cotisation de membre et abonnement au journal : 40 € Cotisation couple : 40 € Cotisation simple : 25 € Cotisation chômeur : 10 €

Cotisation pour la carte de membre donateur : 80 € Cotisation pour la carte de membre bienfaiteur : à partir de 160 €

désire s'abonner à « Vigilance et Action » (pour les non adhérents) : soutien : à partir de 160 € simple 30 €

Date

Signature

à remplir en lettres majuscules et à renvoyer au M.I.L., 75 rue Louis Rouquier 92300 Levallois perret
 tél. 01 47 57 34 44 Fax 01 47 57 34 24 Courriel : m.i.l@noos.fr

MIL : LA DROITE CIVIQUE, GAULLISTE ET PATRIOTE

Conformément à l'article 27 de la Loi n°78-17 du 6/1/78 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, les réponses aux différentes rubriques de ce bulletin sont facultatives. Les informations qu'elle contient sont à usage strictement interne et ne peuvent être communiquées qu'à des responsables désignés par le Bureau National. Vous disposez d'un droit d'accès et de rectification sur justification de votre identité.